

## L'histoire du temps présent



Denis Scuto

## Mémoires de la guerre dans l'ère des victimes

Il y a cent ans, le 3 octobre, des bombes tombaient sur la ville de Luxembourg, 24 bombes d'après les rapports de police, jetées par des aviateurs français sur le Grand-Duché sous occupation allemande. Ce ne furent pas les premières bombes. Dans la nuit du 23 au 24 août 1914, le dirigeable militaire français Fleurus avait largué des bombes sur la gare de Luxembourg. Ce ne furent pas les dernières non plus.

Ces frappes visaient les gares et les usines mais touchaient également les zones habitées. 136 bombardements en tout, à partir d'avions français et britanniques, feront en tout 53 victimes pendant la Première Guerre mondiale.

Le souvenir de ces événements historiques est entretenu de façons diverses. Le *Luxemburger Wort*, dans son dossier web consacré à la Première Guerre mondiale, publie des citations extraites des rapports de police de l'époque, donnant la parole aux témoins des bombardements. L'article sur les bombes du 3 octobre 1915 n'est pas seulement descriptif, mais les replace en général dans le contexte de la stratégie française de guerre aérienne et en particulier dans celui des frappes accompagnant la deuxième offensive de l'armée française en Champagne.

Le tout est illustré par des cartes postales montrant une ville de Luxembourg victime des destructions.

Le Centre national de littérature part dans son exposition „Luxemburg und der Erste Weltkrieg. Literaturgeschichte(n)“ de témoignages d'écrivains qui montrent comment la fascination pour cette nouvelle invention censée rapprocher les peuples cède la place à la terreur propagée par une arme fatale, comme dans ce poème de Fr. Schuler en 1918: „Auch für uns kamen grausame Zeiten/Als Gesumme am Himmel ertönte/Und Riesenvogel mit blinkenden Leibern -/Über uns kreisten - Luft und Erde erdröhnte (...)/ Unser Herz kann sich nicht mehr freuen an des Firmamentes Pracht.“

Les conséquences sociales et individuelles de ces attaques sont thématiques dans l'expo, mais aussi les débuts du tourisme de catastrophe, les badauds se massant autour des sites bombardés.

Contrairement à la représentation du *Wort*, le Grand-Duché n'apparaît pas seulement comme victime dans le catalogue du CNL, du moins indirectement. Nous y apprenons que l'importance du réseau luxembourgeois de chemins de fer pour l'armée allemande explique les bombardements alliés des gares de Luxembourg, de Bettembourg et de Pétange. Une lettre de Gaston Barbanson, président de l'Arbed, au gouvernement belge en exil de mai 1916 y est signalée. L'industriel proteste contre les frappes contre l'Arbed qui, d'après lui, refuse de livrer du matériel de guerre aux Allemands. Il recom-

mande en revanche aux Alliés de bombardier les usines de la Gelsenkirchener Bergwerks AG à Esch - Rothe Erde et Adolf-Emil (Belval) - et d'autres usines aux mains de sociétés allemandes (Differdange, Rumelange, Steinfort).

## Cartes postales de bombes anonymes

Dans l'ouvrage collectif de l'Université du Luxembourg, „1914-1918: Guerre(s) au Luxembourg“, cette posture de victime est également questionnée, p.ex. dans la contribution de Sandra Camarda sur la représentation des dommages de guerre sur les cartes postales. Les cartes postales de l'époque sont confrontées au même problème que la couverture des événements cent ans plus tard dans le *Wort*: comment perpétuer la mémoire d'une guerre, dans laquelle le Grand-Duché, dont la neutralité a été violée par l'Allemagne, est bombardé par ceux qui par la suite sont présentés comme ses libérateurs? Voilà pourquoi on évoque et on montre des victimes mais pas d'ennemis. Voilà pourquoi les bombes sur les cartes postales n'ont pas d'expéditeur: „Une maison atteinte par une bombe à Hollerich“. „Fliegerangriff auf Luxemburg“. Objectif, neutre et bilingue. Mais on n'oublie pas de redessiner au crayon les contours des fenêtres cassées sur les photos. Les photos sont manipulées bien avant Photoshop. Des manipulations pour véhiculer l'image d'un Luxembourg meurtri, déplorer ses pertes et appeler à l'union nécessaire pour la reconstruction.

La Première Guerre mondiale, un casse-tête pour les entrepreneurs de mémoire. Dans le cadre du Centenaire, aucun article et aucune exposition ne s'est jusqu'à présent concentré sur le lien central entre les limites de la neutralité luxembourgeoise et les bombes qui tombent sur les villes et les usines. J'ai mentionné brièvement cet aspect dans ma contribution sur le rôle du premier ministre Paul Eyschen dans l'ouvrage collectif mentionné. Benoît Majerus l'évoque dans son introduction.

Pourtant, la problématique a été traitée en détail dans l'excellente synthèse de l'historien Gilbert Trausch dans sa publication de 130 pages sur „La stratégie du faible: Le Luxembourg pendant la Première Guerre mondiale (1914-1919)“ de 2005 dans un ouvrage collectif sur le rôle et la place des petits pays en Europe au XX<sup>e</sup> siècle.

Trausch souligne que les Alliés ont toujours avancé deux arguments pour justifier les attaques aériennes contre le Luxembourg: l'importance des chemins de fer luxembourgeois pour le transport de troupes et de matériel de guerre allemand et la participation des usines du Grand-Duché à la production de guerre allemande.

Après le bombardement du 3 octobre 1915, Paul Eyschen, qui se trouve à Berne pour négocier un accord français pour le ravitaillement du Luxembourg par la Suisse, se rend directement auprès de l'ambassadeur français pour demander des explications. Des explications que lui donne le ministre des Affaires étrangères français, Delcassé: „Il ne saurait être question d'adresser une lettre d'explication à M. Eyschen au sujet du bombardement de la ville de Luxembourg. M. Eyschen n'ignore pas que depuis le 24 juillet, les Allemands ont déclaré que le Grand-Duché de Luxembourg était 'théâtre de guerre' (Kriegsschauplatz) et je ne sais pas que le Luxembourg ait protesté contre la décision prise par le Gouvernement impérial allemand. Le Grand-Duché ne saurait donc, à l'heure qu'il est, se qualifier de neutre. N'autorise-t-il pas, d'autre part, les usines de Gelsenkirchen à Esch s/Alzette, celles de Differdange et les usines Duscher à Wecker à travailler pour les Allemands? N'a-t-il pas accepté que les employés des chemins de fer luxembourgeois, à



Source: Photothèque de la Ville de Luxembourg

l'inverse de ce qui se passe en Belgique, continuent à assurer le service au bénéfice des Allemands? Pour toutes ces raisons, une attitude de protestation ne saurait se justifier.“

## Sidérurgie et production de guerre

Les autorités luxembourgeoises ont toujours affirmé que les usines luxembourgeoises ne produisaient pas de matériel de guerre, ce qui ne correspond pas tout à fait à la réalité.

Dès septembre 1914, Paul Eyschen avait tenu à souligner l'importance de la sidérurgie luxembourgeoise pour l'Allemagne en guerre: „Die teilweise Wiederaufnahme der luxemburgischen Eisen- und Stahlindustrie ist nicht nur im Interesse der hiesigen Arbeiterbevölkerung, sondern auch in demjenigen der westfälischen Kohlenindustrie sowie der Heeresverwaltung sehr erwünscht.“

Des cinq grands groupes sidérurgiques détenant des usines au Grand-Duché, seule la société belge Ougrée-Marihaye a refusé de travailler sous contrôle allemand dans son usine de Rodange. Les usines des sociétés de la Ruhr (Gelsenkirchen et Deutsch-Luxemburgische de Bochum) travaillent directement pour l'industrie d'armement allemande. La petite usine luxembourgeoise Duchscher de Wecker parachève des obus. Arbed et Paul Wurth fabriquent des tubes-

rondins, des poutrelles, des rails, des traverses „dont une grande partie revient à l'administration militaire allemande“ (rapport de l'inspecteur du travail de juin 1916). L'Arbed refuse en 1915 de fournir du „Granatstahl“ en invoquant la neutralité du pays, mais veut bien augmenter dans la mesure du possible la production d'acier à obus dans son usine de Burbach en Sarre, „ohne Rücksicht auf die Kosten“.

Dans le Luxembourg théoriquement neutre, les usines travaillent de façon directe ou indirecte pour la machine de guerre allemande, car cela répond aussi aux intérêts des sociétés sidérurgiques et d'une économie nationale tournée avant tout vers le Zollverein. Une autre attitude était possible. Elle est même évoquée par l'Auswärtiges Amt de Berlin: „Luxemburg sei als neutraler und souveräner Staat nicht verpflichtet, eine solche Lieferung zu gewährleisten, grundsätzlich sogar berechtigt, die Lieferungen durch ein Ausfuhrverbot zu hindern.“

Pendant la guerre, la presse gouvernementale criait à la „Ungeheuerlichkeit“, lorsque des députés de l'opposition ou des syndicalistes critiquaient en public la production de matériel de guerre pour l'occupant. Aujourd'hui, dans l'ère des victimes, le rappel de réalités complexes comme celle des ambivalences de la Première Guerre mondiale n'a toujours pas sa place. Une place pour cerner un moment historique où le monde politique et le monde des affaires insistaient tantôt sur la neutralité du pays et tantôt travaillaient main dans la main avec l'occupant, une politique qui permet d'une part le maintien de la production et de l'emploi dans la sidérurgie mais conduisit d'autre part au traitement du pays comme pays ennemi par les Alliés. Une place à côté de bombes sans lâcheurs de bombes et de victimes sans bourreaux.



Source: Photothèque de la Ville de Luxembourg



Lauscht och dem Denis Scuto sai Feuilleton op Radio 100,7, all Donneschdeg um 9.25 Auer (Rediffusion 19.20) oder am Audioarchiv op [www.100komma7.lu](http://www.100komma7.lu).